



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

élevage

Question au Gouvernement n° 3424

Texte de la question

CRISE DE L'ÉLEVAGE

Mme la présidente. La parole est à M. Yannick Favennec, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Yannick Favennec. Monsieur le Premier ministre, la crise de notre agriculture est loin d'être terminée. Si les médias se sont progressivement désintéressés de ce sujet, nos éleveurs continuent, eux, à s'enfoncer inexorablement dans une détresse économique et morale insoutenable.

Cet été, votre ministre de l'agriculture avait pris des engagements, certes timides, mais qui avaient au moins le mérite d'être concrets. La colère estivale passée, votre gouvernement se retrouve face à des promesses qu'il n'a toujours pas su tenir, laissant le monde agricole dans la désespérance la plus totale.

La crise de l'élevage n'est finalement que le reflet d'une France qui ne parvient plus à se redresser, d'une France marquée par la perte de compétitivité et le chômage, d'une France qui s'enlise dans une précarité sans précédent, d'une France qui n'a plus confiance. C'est la France des territoires perdus de la République, la France périphérique, cette France d'à côté.

Dimanche, de nombreux Français ont fait le choix de ne pas aller voter ou de voter Front national non seulement pour exprimer leur exaspération, mais aussi pour rejeter une politique attentiste, à laquelle ils ne croient plus.

À la fracture sociale, s'ajoute désormais la cassure territoriale, que nous n'avions pourtant cessé de vous annoncer. Comment pouvons-nous encore demander à nos agriculteurs de se lever tous les matins pour aller travailler, alors même que les coûts de production sont toujours plus importants ? À titre d'illustration, un élevage de porcs moyen en Pays de la Loire perd 7 000 euros par mois, sans qu'aucun outil efficace ne soit mis en place pour y remédier.

Monsieur le Premier ministre, que comptez-vous faire pour que nos agriculteurs vivent enfin dignement de leur travail ? Quand allez-vous prendre conscience que la France est victime d'un développement à deux vitesses intolérable et inacceptable ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

M. Stéphane Le Foll, *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, je vous rappelle que le soutien à l'élevage a été décidé en juin et en septembre, et que 40 000 dossiers de tous les départements ont été traités dans des cellules d'urgence, au sein desquelles sont

représentés l'administration dans sa totalité, les organisations professionnelles agricoles et les chambres d'agriculture, ainsi que les centres de gestion. Sur ces 40 000 dossiers, 23 000 sont d'ores et déjà traités. En tout, 180 millions d'euros d'allègements de charges sur la MSA et 155 millions d'allègements de charges tout court seront versés.

Je vous rappelle, monsieur le député, qu'il y a eu une crise, il n'y a pas si longtemps, en 2008 : la crise du lait. Il a fallu attendre un an pour que les premières aides soient versées. Cette année, alors que le plan a été décidé au mois de septembre, les premières aides seront versées pour 10 000 éleveurs d'ici à la fin de l'année, en particulier aux éleveurs porcins. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Mais je veux aller plus loin sur ces sujets. Les crises, tout le monde en a connu et, dans l'agriculture, tout le monde continuera à en connaître, parce que le fond de la crise, c'est la question des prix. Et la question des prix, c'est celle des marchés, qui se pose non pas seulement en France ou en Europe, mais à l'échelle mondiale.

Vous parlez du lait. Pensez bien qu'aujourd'hui, indépendamment de notre volonté, les grandes entreprises exportatrices dépendent des prix sur la poudre de lait qui se vend sur le marché extra-européen.

La condition, pour éviter qu'on revienne à tel niveau est non de prétendre, comme vous, que rien n'a été fait, mais de permettre aux agriculteurs de s'organiser d'une manière telle qu'ils puissent passer les moments difficiles et profiter de ceux où les prix sont élevés. C'est comme cela – et non en posant la question comme vous le faites – que l'on sortira le monde agricole et le monde rural de sa désespérance. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : [M. Yannick Favennec](#)

Circonscription : Mayenne (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3424

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 décembre 2015](#)